



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**

Affaire suivie par : Mme Dominique Méaulle

Tél : 04 94 18 84 16

dominique.meaulle@var.gouv.fr

Toulon, le 24 mars 2022

RAR n°1A 197 666 7610 7


Monsieur le président,

Veuillez trouver, ci-joint, une copie de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation, par la société SOFOVAR, des installations de transit, regroupement, tri de déchets dangereux situées à Fréjus, avenue Louis Lépine, comme suite au porter à connaissance du 2 juin 2016, complété le 4 février 2022.

Vous voudrez bien mettre en application les prescriptions fixées par l'arrêté.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet
et par délégation,
L'Adjointe au Chef de Bureau


Corinne CHARBONNIER

Monsieur Jean-Marc SCLAVO
président de la société SOFOVAR
85, avenue Louis Lépine
83600 FREJUS



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation des installations de transit, regroupement, tri de déchets dangereux par la société SOFOVAR à FREJUS

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/44/MCI du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2006 modifié par les arrêtés préfectoraux des 24 septembre 2009 et 23 janvier 2012 autorisant la société SOFOVAR, dont le siège social est situé 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83600 Fréjus, à exploiter un centre de transit de déchets dangereux 126, avenue Louis Lépine à Fréjus ;

Vu le dossier de porter à connaissance présenté le 2 juin 2016, complété le 4 février 2022, relatif à l'augmentation du tonnage de déchets dangereux en transit, la mise en place d'un broyeur, le stockage d'emballages vides en extérieur, la diminution du volume de déchets électriques et électroniques, la traçabilité des déchets sortant et la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables aux installations précitées ;

Vu la modélisation d'un incendie généralisé du bâtiment d'exploitation du 17 février 2020 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale du Var du 7 février 2022 ;

Vu les observations de l'exploitant du 7 février 2022, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que la seule activité nouvelle projetée sur le site est le broyage d'emballages souillés pouvant avoir contenu des substances ou mélanges dangereux ou non dangereux ;

Considérant que cette activité visée aux rubriques n°2790 (déchets dangereux) et n°2791 (déchets non dangereux) de la nomenclature, implique la mise en place d'un broyeur d'une puissance de 30kw pour une quantité de déchets broyés de 800 kg par semaine ;

Considérant l'augmentation du volume de déchets dangereux (rubrique n°2718) passant de 196 tonnes à 245 tonnes et la diminution du volume de déchets d'équipements électriques et électroniques (rubrique n°2711) passant de 800 m³ à 120 m³ ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance intègre une étude des enjeux environnementaux et des dangers inhérents aux activités exploitées, portant principalement sur les émissions de poussières, le bruit et le risque incendie ;

Considérant les mesures de prévention et de protection mises en place par l'exploitant visant à réduire les émissions de poussières et les contenir au sein de l'installation ;

Considérant que les dispositions opérationnelles, associées à d'autres mesures plus générales mises en place, sont de nature à garantir le respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant, au regard des enjeux en matière de risque incendie, qu'il est nécessaire de prévoir des prescriptions techniques particulières visant à en assurer un niveau de maîtrise acceptable ;

Considérant que l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations susvisées, leur montant étant inférieur au seuil de 100 000 €, conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation des installations précitées sont considérées comme non-substantielles ;

Considérant que la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requise ;

Considérant la nécessité d'une mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation et la réalisation d'une étude de dangers prenant en compte toutes les modifications apportées aux installations depuis l'autorisation initiale du 1^{er} septembre 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Rubriques concernées	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.	Quantité maximale présente : 245 tonnes	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Quantité maximale présente : 245 tonnes	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793, et 2795.	Broyage d'emballages plastiques souillés	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2715, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	160 kg par jour	DC
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume maximal présent : 120 m ³	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Volume maximal total présent : 90 m ³ composé de : 30 m ³ papiers cartons	NC

Rubriques concernées	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime
	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2) Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	30 m ³ plastiques(parechocs) 30 m ³ de bois (palettes)	
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la <u>rubrique 1531</u> (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Stockage maximal de palettes en bois : 9 m ³	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la <u>rubrique 1510</u> : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ (E) b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ (D)	Stockage maximal de bacs vides en plastique : 120 m ³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .(D)	Volume maximal présent : 15 m ³ (pare brises)	NC
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .(DC)	Volume maximal présent (déchets du BTP non dangereux, poudres de peinture, huiles et graisses végétales, médicaments): 58 m ³	NC

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (déclaration), NC (Non Classé)

Article 2 :

Les prescriptions du chapitre 1.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les installations faisant l'objet de la présente autorisation respectent notamment les arrêtés ministériels suivants dès lors que leurs dispositions ne s'opposent pas à celles du présent arrêté :

DATES	Arrêtés ministériels applicables
23 janvier 1997	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
2 février 1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29 juillet 2005	Arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
7 juillet 2009	Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
4 octobre 2010	Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11 mars 2010	Arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
23 novembre 2011	Arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782)
6 juin 2018	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
17 décembre 2019	Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
31 mai 2021	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement

Article 3 :

Les prescriptions de l'article 7.6.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont complétées par les suivantes :

« L'établissement dispose des moyens de protection contre l'incendie complémentaires suivants :

- un système de détection et d'extinction automatique d'incendie couvrant respectivement les zones et installations suivantes :

- la zone de stockage des liquides ;
- la zone de réception centrale des déchets ;
- le broyeur d'emballages ».

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Seuls les déchets listés ci-dessous sont admissibles sur le site :

Batteries

Aérosols

Boues de peintures

Filtres à huile et gasoil

Pots de peinture pleins et vides et solides imprégnés

Emballages souillés

Verrerie souillée

Flacons avec résidus d'arôme alimentaire et parfum

Pâteux non chlorés (cire/gomme/résidus de fabrication cosmétiques ou alimentaire)

Poudres d'extincteur

Terres souillées

Solvants non halogénés

Déchets d'imprimerie

Carburants mélangés

Solvants halogénés

Eaux souillées

Liquide de refroidissement

Liquide de frein

Huiles moteurs non souillées au PCB-PCT (noires et claires)

Acides

Bases

Pastilles de chlore de piscine

Produits chimiques de laboratoire

Produits phytosanitaires

Néons et lampes

Piles

Déchets d'équipement électrique et électronique(DEEE)

Poudres de peinture

Huiles et graisses végétales

Médicaments

Cartouches et toner d'impression

DND en mélange

Emballages papier/carton

Bois

Pare chocs et plastiques de carrosserie

Pare brises

En aucun cas, les déchets suivants ne sont admis dans l'établissement :

Les ordures ménagères et les déchets fermentescibles, les déchets présentant les caractéristiques suivantes : explosif, radioactif, pulvérulent non conditionné ou à risque infectieux. »

Article 5 :

Les prescriptions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les aires de réception et de stockage des différents déchets sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt même temporaire en dehors de ces aires .

Aucun stockage de déchets n'est réalisé à l'extérieur du bâtiment.

Deux aires de stockage contiguës ne sont pas dédiées à des déchets présentant la même sensibilité au feu.

Les stockages extérieurs de palettes en bois et de bacs en plastique sont localisés le long de la façade arrière du bâtiment. Une distance minimum de 4 mètres est maintenue entre les stockages.

Article 6 :

Les prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er septembre 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« L'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité édictées à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 pour les déchets ayant subi une transformation importante qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant devient le producteur subséquent des déchets. »

Article 7 :

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude des dangers de l'établissement intégrant toutes les modifications apportées aux installations depuis l'autorisation d'exploiter initiale du 1er septembre 2006.

Article 8 :

Une copie de l'arrêté de prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Fréjus et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Fréjus pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture de Var, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et le maire de Fréjus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var), au directeur départemental des services d'incendie et de secours et au sous-préfet de Draguignan.

Fait à Toulon, le **22 MARS 2022**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Serge JACOB